

**NEWS
LETTER**



**ILERI
DÉFENSE**

N° 26

**Novembre
2019**

Rédacteurs

Hugo CHOMBART

Marie COULAIS

Erwan GESREL

Nolwenn JAMBOU

Sarah LE MAIRE

Charles MARTY

Chloé PAGLICCIA

Maxime PHILAIRE

Marie SINET

THÈMES

France : "soutex" et prospects d'armement

France : contrats extérieurs

France : doctrine et politique militaire

France : Etat-major

Europe

OTAN

Sahel : Opération Barkhane

Sahel : les pays du G5

Etats-Unis : industrie et contrat d'armement

Etats-Unis : politique et logistique des armées

Russie

Moyen-Orient : guerres croisées en Syrie

Moyen-Orient : le cas d'Israël

Moyen-Orient : le cas de la Turquie

Moyen-Orient : tensions multivectorielles

Enjeux d'Asie



France : "soutex" et prospects d'armement

Cet été 2019, 50 micro-drones NX70 ont été livrés aux forces terrestres. Ils contribueront au renseignement de proximité des unités dans le cadre des opérations extérieures.

Le 1^{er} novembre, il a été annoncé qu'au nom de la norme européenne REACH qui vise à réglementer la composition chimique de certains équipements, la Marine sera contrainte à un programme de remotorisation des missiles Aster et Exocet, pour 480 millions d'euros.

Le 2 novembre, les patrouilleurs océaniques ont donné de sérieux signes de vieillissement, qui vont engendrer une importante réduction temporaire de capacité. Pourtant, leur remplacement devait être assuré il y a déjà plusieurs années.

Le 6 novembre, les équipes de MBDA ont réalisé un tir de démonstration du missile Mistral 3 qui a détruit sa cible mobile type drone Mirach 40 située à plus de 7 km, et ce devant 15 délégations étrangères.

Le tandem Airbus Helicopters et Heli-Union se sont vus notifier le contrat CHLEM le 25 novembre, par le Ministère des Armées, ce dans le cadre de la création de la Direction de la maintenance aéronautique visant à « verticaliser » et à « globaliser » les contrats liés au MCO aéronautique.



France : contrats extérieurs

Le 17 novembre, à l'occasion d'un déplacement officiel du président Macron à Dakar, le Sénégal a signé une commande de trois patrouilleurs hauturiers OPV58S conçus par Piriou, pour au moins 205 millions d'euros. Il est question également d'un achat de missiles antinavires auprès de MBDA.

D'après le site Infodefensa, une délégation emmenée à Bogota le 31 octobre par un ancien chef d'État-major français aurait proposé la candidature du Rafale C F3 à un appel d'offre du gouvernement colombien pour acquérir de nouveaux avions de combat.

Selon un article du 18 novembre publié par Le Point, le Premier ministre éthiopien aurait adressé à l'Élysée une liste d'achats d'armement comprenant des Mirage 2000D (qui ne sont plus produits) et des « missiles balistiques stratégiques air-sol M.51 ». Cette liste entre en contradiction avec l'aide militaire offerte par Paris, cette offre ne concernant que la restauration de la Marine éthiopienne.

Lors du salon Dubaï Air Show du 17 novembre, trois contrats d'une valeur totale de 500 millions d'euros ont été attribués à Dassault Aviation, Thalès et MBDA, dans le cadre de la remise à niveau des Mirage 2000-9 des forces aériennes des Émirats arabes unis.



France : doctrine et politique militaire

Le 12 novembre, dans le cadre de manœuvres au camp de Caylus, un camion militaire s'est renversé dans le Lot, lors d'un accident de la circulation. L'accident a blessé 12 artilleurs-parachutistes du 35^e RAP qui étaient à bord.

Au cours d'un déplacement à travers les pays du Sahel, la ministre des Armées Florence Parly a déclaré ce 4 novembre, lors de son passage au Tchad, qu'il fallait faire preuve de patience. Elle a réaffirmé l'engagement de la France, mais dit qu'éliminer le terrorisme dans la région prendrait du temps.

Lors de son passage à Gao le 6 novembre, Florence Parly a annoncé la création d'une unité de forces spéciales européennes, qui sera déployée au Mali en 2020 pour compléter Barkhane. Cette nouvelle force sera nommée « Takuba » (« sabre » en tamachek).

Le 12 novembre, à l'occasion du déplacement à l'Élysée du président de la République Démocratique du Congo, Emmanuel Macron a déclaré que la France allait soutenir militairement les FARDC face aux organisations djihadistes qui opèrent dans l'Est du pays et qui auraient des liens avec l'EI.

Le 15 novembre, le général Thierry Burkhard a déclaré que face à l'instabilité du contexte international, l'armée de Terre doit établir un nouveau plan de réorganisation de ses forces, qui irait plus loin que le plan « Au Contact » de 2015.

Le 16 novembre, l'Élysée a annoncé la tenue à Paris, le 5 décembre, d'une rencontre entre les présidents français, allemand, russe et ukrainien, au format dit « Normandie », pour poursuivre les pourparlers entre Kiev et Moscou.

A la suite d'un comité interministériel d'investissements du 18 novembre, Florence Parly a annoncé le lancement du projet ARCHANGE, visant à équiper de nouveaux avions de guerre électronique, des Falcon 8X, de l'équipement développé dans le cadre du programme CUGE d'ici 2025.

Le 20 novembre, la Gendarmerie nationale a annoncé que son Centre de Lutte contre la Criminalité Numérique utilise une cryptomonnaie et valide des paiements dans le cadre de ses missions via une blockchain développé par Tezos.



France : Etat-Major

Le 10 novembre, le chef d'État-major de la Marine nationale a averti lors de son discours à l'Assemblée Nationale de la conséquence de la loi de programmation militaire. La quantité de munitions détenues par la Marine nationale serait trop faible.

Le 14 novembre dernier, le chef de l'État-major des Armées a affirmé être « au bout de [ses] capacités ». Face à la multiplication des théâtres d'opérations et l'intensité des conflits, il observe que les Armées françaises sont perfectibles.

Le 15 novembre dernier, l'Amiral Christophe Prazuck exprime devant le Sénat sa volonté de « disposer de 35 frégates ». Dans un environnement hostile et de plus en plus étendu, il précise la nécessité d'augmenter les effectifs et le nombre de bâtiments à disposition.

Le 26 novembre, le Général Lecointre a fait une conférence de presse suite à la collision de deux hélicoptères engagés en mission dans l'opération Barkhane. Le déploiement d'un groupe de commandos parachutistes à In Delimane a demandé un appui arien dans une lutte antiterroriste.

Le 29 novembre dernier, le Général Lecointre a souligné les motifs de l'engagement français au Sahel. Assurer la stabilité et la sécurité de ces pays. Il y dément tout engagement défendant les ressources minières au profit de la France.

Le 30 novembre dernier le Général Burkhard a signalé le manque d'entraînement des troupes aéroportés avec seulement six sauts en moyenne par an.

Europe

Le 31 octobre, la DSCA a recommandé au congrès américain d'accepter la vente de deux hélicoptères UH-60M Black Hawk, à la Croatie pour le renforcement de sa force aérienne. Cette vente rejoint l'envie de l'OTAN de « contrer » la vente d'armement russe aux alliés de l'OTAN.

Le Chef de l'État-major britannique Nick Carter a exprimé ses inquiétudes face à l'affirmation d'États comme la Russie, la Chine ou l'Iran, ainsi que des acteurs non étatiques comme l'EI. Selon lui, le système multilatéral qui assure notre stabilité depuis 1945 est menacé.

L'ex-officier britannique James Le Mesurier, le fondateur de l'organisation Mayday Rescue qui apportait du soutien aux casques blancs en Syrie, a été retrouvé mort le 11 novembre au pied de son immeuble avec des fractures multiples à la tête et aux jambes.

L'acquisition de 6 drones MALE (Eurodrone) d'ici 2025 est menacée par un coût estimé ce mois-ci à 30% de plus que le ministère des Armées souhaiterait. Étant un projet européen, chaque pays a sa demande spécifique, ce qui augmente son poids et son prix.

Ce mois-ci, des hélicoptères NH90 Sea Lion de Airbus sont restés sur le tarmac. La Bundeswehr, qui avait commandé 18 appareils pour une mise en route en 2022, a répertorié environ 150 erreurs dans le mode d'emploi des hélicoptères, en service depuis environ un mois par l'armée de l'air allemande.

La marine polonaise souhaite s'équiper de trois nouveaux sous-marins équipés de tubes pour missiles de croisière. Les 4 sous-marins de classe Kobben actuellement utilisés par la Pologne ayant une capacité insuffisante, Varsovie voudrait acquérir deux A-17 Södermanland suédois, datant des années 80 et équipés de tubes lance torpilles de 533 mm et 400 mm.



Le 7 novembre, Emmanuel Macron a déclaré lors d'une interview que « l'OTAN est en état de mort cérébrale ». Il explique que les objectifs politiques de l'organisation ne sont plus clairs, questionne sur le principe d'alliance face aux actions unilatérales des Etats-Unis, et explique que l'Union Européenne doit se réveiller et construire sa propre défense.

Le 7 novembre, en réponse aux propos du Président français, le Secrétaire Général de l'Otan Jens Stoltenberg, a déclaré que l'Union Européenne n'a pas les capacités d'assurer sa propre défense, démontrant que la majorité du financement de l'Otan est financée par des pays non-membres de l'UE.

Le 8 novembre, le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki déclare que les propos du Président français sont « dangereux ». Il rajoute que la réaction de Paris est peut-être due au fait que la France ne serait pas en moyen de répondre à ses obligations au sein de l'Alliance.

Le 21 novembre, l'Otan a reçu le premier d'une commande de cinq drones Global Hawk de Lockheed. A la suite d'une réunion entre le Secrétaire Général de l'Otan et les ministres des affaires étrangères des Etats membres, il a de plus été expliqué que les 14 avions AWACS de l'alliance, mis en service depuis 1982, continueront d'accomplir leurs missions jusqu'en 2035.

Une réforme de la répartition des dépenses des Etats membres de l'Otan a été conclue. Les Etats-Unis, qui contribuaient jusqu'alors à 22% du budget, a baissé sa part à 16% ; ainsi les autres Etats membres ont dû élever leur part. Cependant, la France a refusé de revoir sa part, actuellement de 10%.



Sahel : Opération Barkhane

Le 2 novembre, un soldat du 1er régiment de spahis de Valence a été tué par un explosif au passage de son véhicule blindé, lors d'une opération au Mali.

L'Etat islamique a revendiqué l'attaque du 2 novembre, qui a fait un mort. C'est le vingt-huitième militaire français tué dans la région depuis le lancement de l'opération « Serval ». Cette attaque est survenue pendant une mission de sécurisation menée dans la région de Ménaka.

Le 6 novembre, Florence Parly a annoncé qu'un influent responsable djihadiste, Ali Maychou, avait été tué lors d'une opération française au Mali, dans la nuit du 8 au 9 octobre. Il était l'une des principales figures d'AQMI, et il a pris part à la formation de groupes djihadistes.

Du 8 au 15 novembre, une section du génie de Barkhane a participé au renforcement du camp des forces armées maliennes de Boulikessi, dans le cadre de l'opération BOURGOU 4. Ce soutien fait suite à une attaque de groupes armés terroristes sur ce camp.

Il a été annoncé le 19 novembre qu'une opération d'opportunité a été menée contre des groupes armés terroristes. Elle a été conduite par les commandos de la force Barkhane, avec l'appui d'hélicoptères Tigre. Au cours de cette action, cinq terroristes ont été mis hors de combat.

Après quatre ans d'engagement au Sahel, deux Mirage 2000C ont été retirés de l'opération Barkhane le 19 novembre. Ils ont principalement effectué des vols de dissuasion, des tirs d'appui au sol et des missions de renseignement.

Treize militaires français de l'opération Barkhane sont morts ce 25 novembre, dans la collision de deux hélicoptères, au Mali. Ils étaient engagés dans une mission de combat contre des djihadistes, dans des conditions de vol extrêmement difficiles. Les boîtes noires des deux hélicoptères ont été récupérées.

Le colonel Goya explique le 26 novembre qu'il est urgent que les armées se réapproprient les zones abandonnées, et que les problèmes politiques internes soient réglés. Il considère que Barkhane est comme une clé de voûte, bloquée mais indispensable.



Sahel : les pays du G5

Le 1^{er} novembre, le camp d'In Delimane dans la région du Menaka au Mali a été attaqué, causant 49 pertes civiles et militaires, et trois blessés graves. Le gouvernement malien a envoyé des renforts sur place pour sécuriser la zone et « traquer les assaillants ».

Le 6 novembre au matin, au Burkina Faso, un convoi de 5 bus transportant des employés d'une société minière canadienne a été visé par une attaque à 40km de la mine de Boungou. Cette attaque, la plus meurtrière au Burkina Faso depuis 2014, a fait 37 morts et une soixantaine de blessés.

La Mauritanie affirme début novembre être l'exception sécuritaire du Sahel, n'ayant pas connu d'attaque à caractère terroriste depuis 2011. Cela est dû à la « grande expérience » des autorités dans la lutte contre la radicalisation.

Selon un communiqué de la Force conjointe du G5 Sahel, une opération « d'envergure » aurait été menée au Mali le 18 novembre. Cette opération ayant duré deux semaines a vu la mort ou la capture de 25 terroristes, et la destruction d'un dépôt de carburant et d'un atelier de fabrication de bombes artisanales.

Le 19 novembre, le Quai d'Orsay a mis à jour ses indications de sécurité pour les ressortissants français souhaitant se rendre à l'étranger, et déconseille entièrement tout voyage au Burkina Faso.

Le 26 novembre, le professeur Christian Bouquet déclare qu'il faudrait plus de 25 ans pour pacifier le Sahel. Il ajoute que la reconstruction des infrastructures, et l'amélioration de la situation économique, est rendue compliquée par la croissance démographique trop importante.

Un soldat français mobilisé au Sahel fait état le 28 novembre d'un terrain sahélo-saharien « plus hostile que jamais ». Ayant été engagé deux fois au Mali, il déclare que le simple fait d'y déployer un hélicoptère est un danger. Cela fait écho aux 13 soldats français morts deux jours auparavant.



Etats-Unis : industries et contrats

Le 7 novembre 2019, Washington a montré sa volonté de réarmer la Grèce avec des frégates construites par l'industriel Lockheed Marin. La société française Naval Group, également sur le marché, pourrait se voir lui échapper ce contrat au profit de l'américain.

Le 10 novembre dernier, le Général David Goldfein a évoqué des études en cours sur une tentative de communication entre des avions de combat de 5^e génération et le drone spatial X-37B.

Le 21 novembre dernier, le congrès américain a autorisé la vente de 36 hélicoptères d'attaque AH-64E Apache au Maroc. Estimé à 4,25 milliards de dollars, ce contrat permet le remplacement de sa flotte aérienne marocaine et l'affirmation de sa présence dans la zone du Sahara occidental.



Etats-Unis : politique et logistique des armées

Le 2 novembre, le président américain Donald Trump a annoncé que les Etats-Unis voulaient conserver l'exploitation du pétrole syrien : « I like oil. We're keeping the oil. »

Le 7 novembre, les Etats-Unis ont mis à l'eau l'USS John Kennedy, le second porte-avions de nouvelle génération de la classe Gerald R. Ford. Il devra être livré à l'US Navy en 2022.

Le 10 novembre, les Etats-Unis et Israël ont effectué un exercice de cyberdéfense. Cet exercice « Cyberdome » fait partie d'un partenariat stratégique cyber entre les deux pays.

Le 25 Novembre, le président Donald Trump a rétabli le grade d'un Navy Seal accusé de crime de guerre.

Le 20 novembre, l'US Air Force a annoncé transformer des avions F-16 en drones autonomes d'entraînement.

Le 28 novembre, à l'occasion d'une visite des troupes américaines basées en Afghanistan, le président Donald Trump a annoncé vouloir reprendre le dialogue avec le mouvement taliban en vue de négocier un cessez-le-feu.



Russie

Le 9 novembre, le vice-ministre russe de la Défense a annoncé que les forces russes recevraient leur premier avion de combat nouvelle génération SU-57 « Felon » d'ici la fin 2019.

Le 18 novembre, la diplomatie russe a annoncé avoir rendu à l'Ukraine trois navires militaires qui avait été arraisonnés après avoir violé l'espace maritime russe en novembre 2018.

Le 6 novembre, plusieurs officiels libyens ont affirmé que des mercenaires russes lourdement équipés combattaient aux côtés du commandant Khalifa Haftar dans l'est libyen.

Le 16 novembre, un drone MALE de type Orion-E s'est écrasé près de la ville de Listvianka au cours d'un vol d'essai.

Du 24 novembre jusqu'au 1er décembre a eu lieu une série de manœuvres navales déployées par les marines russes, chinoises et sud-africaines, dans le but de protéger les voies maritimes de l'Afrique australe.



Moyen-Orient

• *Guerres croisées en Syrie*

Le 1^{er} novembre, le lendemain de la mort d'Abou Bakr al-Baghdadi, la chaîne Telegram de DAECH annonce son successeur, « Abu Ibrahim al-Hashemi al-Qurashi ». Les services de renseignement français et européens n'auraient aucune information sur l'identité de ce « vétéran du djihad ».

Le 7 novembre, en réponse à une attaque de drones sur la base aérienne de Hmeimim, la marine russe aurait tiré plusieurs missiles sur des fiefs des terroristes d'origine chinoise à Jisr al-Choughour. L'armée syrienne en aurait profité pour reprendre le contrôle de certaines localités.

Après le retrait des forces américaines, les forces aérospatiales russes se sont établies à Qamichli le 14 novembre. Un hélicoptère de transport Mi-8 et deux hélicoptères d'attaque Mi-35, ont été redéployés de la base de Hmeimim vers l'aéroport de Qamichli.

Le Président de l'OIAC a défendu le 25 novembre un rapport d'enquête sur une attaque chimique sur la ville syrienne de Douma, après que le site WikiLeaks a publié un courriel provenant de l'équipe d'enquête, affirmant que le rapport « dénature les faits » et reflète un « parti pris non intentionnel ».

• *Le cas d'Israël*

Le 12 novembre, les presses internationales ont annoncé la mort dans son logement à Gaza d'un commandant palestinien, un des chefs du djihad islamique, Baha Abou Al-Ata, qui était accusé de tirs de roquettes contre Israël.

Le 19 novembre, Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, a annoncé à la presse que l'Administration Trump ne considérait plus comme violation au droit international « l'établissement de colonies de civils israéliens en Cisjordanie ».

Le 20 novembre, l'Armée de défense d'Israël, Tsahal, a effectué des raids aériens sur des bases militaires syriennes. Moscou s'est alors exprimé sur cet acte de guerre, la qualifiant de « contraire aux principes du droit international », déclarant qu'une escalade de tensions était à prévoir.

Le 21 novembre, le procureur général d'Israël a déclaré que Benjamin Netanyahu venait d'être placé en examen pour fraude, corruption et abus de confiance. Le Premier ministre israélien est accusé d'avoir accordé des faveurs politiques aux fraudes fiscales et autres délits de la société en échange d'une couverture médiatique favorable sur le site public du pays Walla.

• *Le cas de la Turquie*

Le président Erdogan s'est rendu à Washington le 13 novembre afin de réduire les tensions entre les deux pays suite à l'opération « Source de paix » et aux accords turco-russes sur le partage du contrôle de la frontière turco-syrienne.

Le 27 novembre, des médias turcs ont annoncé qu'Ankara utilisait des avions F-16, acquis auprès des États-Unis, pour tester leurs systèmes anti-aériens russes S-400 récemment acquis. La Turquie a de plus annoncé qu'elle pourrait ne plus soutenir le plan de défense pour les pays baltes et la Pologne.

Après la déclaration d'Emmanuel Macron sur l'état de « mort cérébrale » de l'OTAN, le président turc Erdogan a répondu le 29 novembre au président français qu'il fallait faire « examiner {sa} propre mort cérébrale » et a de surcroît fait entendre que le président Macron était un amateur inexpérimenté.

Après les déclaration du président Erdogan sur la « mort cérébrale » d'Emmanuel Macron, l'ambassadeur turc en France Ismail Hakki Musa a été convoqué au quai d'Orsay le 29 novembre pour répondre des propos de son président, jugés insultants par la présidence française.

• **Tensions multivectorielles**

Le 1^{er} novembre, une patrouille de Rafale B engagée dans le cadre de l'opération Chammal, a participé à un raid aérien ayant permis la destruction de caches et tunnels de Daesh dans le nord-est irakien.

Les négociations entre les taliban et Washington se sont précisées vers un accord en ce mois de novembre : le projet de paix négocié avec les talibans prévoirait un retrait des cinq bases militaires américaines dans la région, tandis que les talibans contrôleraient plus de 60 % du territoire actuellement.

Le 6 novembre un affrontement a eu lieu entre la branche afghane-pakistanaise de l'EI et les gardes-frontières tadjiks, faisant 17 tués. Les pays d'Asie Centrale craignent un retour de plus de 2000 de leurs ressortissants, partis combattre sous la bannière de l'EI, par des canaux d'immigration clandestine.

Le 10 novembre, une équipe des forces spéciales italiennes, revenant d'une mission visant à trouver des caches de l'EI, a été victime d'un engin explosif improvisé. Cinq commandos ont été blessés, dont trois gravement.

Le président Iranien Hassan Rouhani a annoncé le 10 novembre la découverte d'un immense gisement de pétrole susceptible d'augmenter d'un tiers les réserves prouvées du pays. Ce gisement est estimé à 53 milliards de barils, soit le tiers des réserves prouvées actuellement.

Le 11 novembre, Washington a appelé le gouvernement irakien à organiser des élections anticipées et à cesser le « bain de sang », faisant référence à la répression de la contestation populaire lancée début octobre ayant causé 319 morts. Adel Abdel Mahdi, chef du gouvernement irakien, a annoncé sa démission.

Enjeux d'Asie

Un contingent du district militaire Est de l'armée Russe est arrivé le 11 novembre en République populaire de Chine afin de participer à un exercice international de contre-terrorisme de l'ASEAN.

Le 17 novembre, le second porte-avion chinois « Type-001A » a été repéré dans le détroit de Formose, entre la République populaire de Chine et l'île de Taiwan. Les autorités taiwanaises ont considéré le passage du navire comme étant une nouvelle tentative d'intimidation de la part de Pékin.

Le 19 novembre, Washington a réclamé une nouvelle fois à Séoul de payer davantage les coûts de maintien de la présence américaine en Corée du Sud, qui représente 28000 soldats américains déployés dans le pays. L'administration américaine exige de la part de Séoul 5 milliards de dollars par an.

Suivez-nous sur :



www.ileri-defense.com

